



Actualité - **Vie locale**

Marc Labaye, président de Martinique Nutrition Animale : « Nous sommes extrêmement impliqués et cela dérange certains »

Propos recueillis par Jean-Luc Médouze

Mardi 13 octobre 2015



Marc Labaye, le président de Martinique Nutrition Animale. (Jean-Marc Etifier)

Souvenez-vous-en, au cours du deuxième trimestre de 2015, Martinique Nutrition Animale a été au centre d'un conflit porté par la Société Coopérative Avicole de la Martinique. Pourquoi le nom de cette société revient dès que l'on parle de l'élevage à la Martinique. Tentative de réponse avec Marc Labaye, le patron de la société.

Avant toute chose, qui est Marc Labaye ?

J'ai rejoint, il y a près de 25 ans, l'entreprise de mon oncle, Émile Mussard, qui m'a transmis sa passion, son savoir-faire et sa vision d'une filière viande locale, basée sur la structuration équitable et performante de l'élevage en Martinique. Depuis, je m'efforce en tant que président de Martinique Nutrition Animale de poursuivre et de réaliser l'objectif pour lequel il a travaillé sa vie entière.

Pouvez-vous nous faire une rapide présentation de Martinique Nutrition Animale, MNA pour les initiés ?

Émile Mussard a créé les Établissements Mussard en 1952. En 2015, l'activité a fêté ses 63 ans! Martinique Nutrition Animale est née de la fusion des Ets Mussard et de Proma (Industrie de production d'aliment pour animaux fondée par Émile Mussard vers 1979). MNA approvisionne une grande majorité d'éleveurs, particuliers, petits ou gros exploitants.

MNA aujourd'hui c'est 65 emplois directs, une vingtaine d'emplois indirects, 35 000 tonnes d'aliments fabriqués, plus de 10 000 clients, plus de 120 formulations, un réseau de revendeurs dans toute l'île et des projets plein les valises.

Le nom de votre entreprise semble souvent être cité dans les affaires touchant le monde agricole à l'image de la dernière levée de boucliers des éleveurs qui estimaient vos prix trop élevés ou encore de la récente liquidation de Kini, société de découpe et de commercialisation

de viande de porc. Pourquoi ?

Nous avons la volonté d'entreprendre, de réinvestir pour structurer la filière et d'apporter notre savoir-faire à plusieurs niveaux de la chaîne de production. Nous sommes, de ce fait, un acteur extrêmement impliqué et cela dérange certains. Quand on veut se séparer de son chien on dit qu'il a la rage! En 2012, la flambée des cours de matières premières que nous avons dû répercuter sur nos prix a largement été utilisée par nos détracteurs.

Depuis, suite à des audits commandés par la Région Martinique et des tentatives d'importations, il est démontré que nos prix sont honnêtes et sincères. Prenons l'exemple de la volaille, l'aliment ayant été utilisé à produire un kilo de poulet, représente moins de 20% du prix final payé par le consommateur : si le prix des produits est jugé trop élevé, nous n'en prenons pas la responsabilité.

Chacun place son énergie là où il l'entend. Nous, nous avons la volonté de maintenir une activité pourvoyeuse d'emplois, de structurer la filière, de rassembler les démarches constructives. Nous avons ainsi ouvert notre capital à des coopératives qui nous ont rejoints. Si certains préfèrent utiliser leur énergie à détruire et conspirer, c'est fort dommage pour la filière!

Peut-on revenir sur la récente liquidation de la SAS Kini ?

Nous déplorons la liquidation de la SAS Kini, atelier de découpe et de transformation, que nous avons créée en 2004, et dans laquelle nous avons largement investi.

Il nous faut rappeler les faits qui ont été à l'origine de cette situation. Madivial, unique client, actionnaire de Kini et en charge de la gestion s'est octroyé toute liberté de décision depuis plus de 5 ans. Parallèlement, ils ont entamé des travaux d'une structure concurrente à la SAS Kini en juillet 2014. Une situation ubuesque qui a entraîné la disparition programmée de la SAS Kini. MNA avait également mis à disposition de la SAS Kini des locaux pour permettre à l'entreprise de fonctionner. Or, la SAS Kini n'a pas honoré le règlement des loyers, entraînant une dette de près de 300 000 euros auprès de MNA. De guerre lasse, au vu du montant cumulé et des relances récurrentes, MNA a dû se résoudre à faire appel au Droit en mars 2015. Sans les élevages, MNA ne peut exister et n'a, par conséquent, aucun avantage à la disparition d'une structure dédiée à la valorisation de l'élevage.

Les intérêts d'un provendier peuvent-ils être compatibles avec ceux des éleveurs et des producteurs soit de viande, de volaille ou autres ?

À Martinique Nutrition Animale, nous avons toujours souhaité nous impliquer dans les filières animales en amont comme en aval. Ainsi entre 1999 et 2011, MNA a été à l'origine de la création de l'abattoir de poulet Bo Kay au François, et de l'atelier de découpe de viande de porc Kini au Robert. Aujourd'hui, nous ne sommes plus dans Bo Kay que nous avons été contraints de céder pour un euro.

Nous sommes toujours l'actionnaire majoritaire de Kini et cela étant, nous en subissons les conséquences comme l'indique la situation actuelle de cette société. En dépit de tout cela, nous pensons qu'être volontairement aux côtés des éleveurs afin de leur permettre d'améliorer leurs rendements et leur modèle économique, fait partie intégrante de notre mission.

Une fois encore, il ne peut y avoir de provendier sans éleveurs, alors « Oui » les intérêts sont totalement convergents, compatibles et étroitement liés.

Enfin, c'est vous le gentil et les autres, qui veulent votre mort, les méchants ?

Nous avons une éthique, des valeurs, une histoire entrepreneuriale intimement liée à l'évolution de l'élevage Martiniquais, des collaborateurs qui sont attachés et fiers de leur entreprise. Sur le plan économique, les audits diligents ont démontré que MNA a toujours eu une pratique d'accompagnement très conciliante envers les éleveurs, et ceci depuis l'époque du fondateur M. Mussard. Nous avons aidé de nombreux éleveurs à s'installer. Alors que beaucoup de coopératives et d'éleveurs sont fortement endettés vis-à-vis de MNA, nous avons accordé dès que possible des abandons de créances.

L'élevage a évolué et veut s'organiser, ce qui, par principe, est une bonne chose, mais cela ne peut pas se faire par la destruction sans raison d'un outil pour en établir un autre.

Nous assistons et assisterons toujours ceux qui sont animés par un esprit de partage équitable et de respect. Nous avons toujours fait en sorte d'assainir les relations et de proposer des arrangements même si MNA a été mise en péril de nombreuses fois. Malgré tout, nous sommes interdépendants, notre intérêt est donc de travailler main dans la main avec les professionnels. N'oublions pas que notre secteur est porteur et grand pourvoyeur d'emplois.

On voit que les structures coopératives sont souvent en difficulté, comment expliquez-vous ce qui peut se traduire par un manque de coopération dans les structures justement dites

coopératives ?

Plusieurs facteurs peuvent expliquer ces difficultés : exploitations prioritairement basées sur les aides et subsides, exploitations mal proportionnées par rapport à leur prétention de rémunération, productions en complet décalage par rapport à la capacité d'absorption et la demande en viande ultra-fraîche du pays, d'où un volume massif congelé et bradé par la suite, manque de liens et de compromis entre toute la chaîne des acteurs, méconnaissance des prix de revient et des éléments constitutifs des prix, manque de fonds propres, gestion parfois approximative, pas de comptabilité analytique, formation parfois insuffisante, milieux verrouillés, peu accessibles à des compétences contradictoires, enfin et non des moindres : les egos et caractères.

La Chambre d'agriculture et l'État jouent-ils un rôle dans cette situation ? Et les politiques, font-ils ce qu'il faut ?

Je crois que les décideurs sont sincères quant à la volonté de développer les filières élevages en Martinique. Cependant, les pressions lobbyistes influent parfois les décisions, lesquels lobbyings ne servent pas toujours l'intérêt général.

Selon vous, que faut-il faire pour amener davantage de sérénité et surtout d'efficacité dans le monde agricole à la Martinique ?

Je ne suis pas forcément le mieux placé pour répondre à cette question mais j'ai quelques idées sur la question. Les entreprises françaises et européennes bénéficient de subventions à l'exportation. Quoique faisant partie de la France et de l'Europe, nous sommes considérés comme des territoires export, et donc dans certains cas leurs produits arrivent à très bas coût chez nous. Face à ces productions de multinationales, subventionnées, bénéficiant d'économies d'échelle, et parfois même provenant de surplus ou invendus, il est illusoire de penser que nous pourrions être compétitifs avec ou sans subventions, et être autosuffisants.

Seules les productions d'espèces en offre « ultra-frais » tirent leurs épingles du jeu dans des proportions relativement limitées par rapport au volume global consommé, 20% maximum. Dans cette configuration et uniquement dans ce cas nous sommes compétitifs, mais notre marché est d'ores et déjà couvert à 100%.

Tenant compte de ces éléments factuels incontournables, les grands axes de réflexions permettant d'envisager une croissance supplémentaire seraient les suivants : amélioration des prix à la production par la massification des charges, investissements dans toutes améliorations de la technicité, investissements dans les outils modernes d'exploitations, mutualisation des organes de marketing et de distribution, mutualisation des organes de gestions comptable et de management, développement de gammes élaborées originales et identitaires en adéquation avec les évolutions de la demande et la culture des consommateurs.

MNA, en partenariat actif avec les éleveurs, pourrait oeuvrer beaucoup plus sereinement à la construction rentable pour tous d'une filière endogène. Notre but à chacun est d'offrir à la population martiniquaise des produits originaux et de qualité.

Sur le même sujet

Constance, bel pawòl Volga!



Thèmes :

VIE DE QUARTIER

Le centre-ville poursuit sa transformation



Thèmes :

VIE DE QUARTIER